

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2003 — 908

[C — 2003/27125]

19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001, instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifié en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin 1991 concernant le mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2491/2001 de la Commission du 19 décembre 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 de la Commission du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil du 17 mai 1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1038/2001 du Conseil du 22 mai 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2345/2001 du 30 novembre 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Vu le règlement (CE) n° 1750/1999 de la Commission du 23 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2075/2000 de la Commission du 29 septembre 2000;

Vu le règlement (CE) n° 2316/1999 de la Commission du 22 octobre 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 327/2002 de la Commission du 21 février 2002;

Vu le règlement (CE) n° 2461/1999 de la Commission du 19 novembre 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1251/1999 du Conseil en ce qui concerne l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières premières servant à la fabrication, dans la Communauté, de produits qui ne sont pas directement destinés à la consommation humaine ou animale, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 345/2002 de la Commission du 25 février 2002;

Vu le règlement (CE) n° 1673/2000 du Conseil du 27 juillet 2000 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lin et du chanvre destinés à la production de fibres;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures relatives au régime de soutien aux producteurs de certaines cultures pour suivre les modalités d'application du règlement (CEE) n° 3508/92 et des règlements (CE) n° 1254/1999, n° 2316/1999 et n° 2461/1999 et du nouveau règlement (CE) n° 2419/2001;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant le protocole d'accord du 13 mars 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche pour la période transitoire débutant le 1^{er} janvier 2002 et se terminant le 15 octobre 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public et ce, dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les aides concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 2 est remplacé par la disposition suivante :

« 2. Unité de production : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, dont les terres, qui sont nécessaires au producteur et à son usage exclusif en vue d'exploiter une ou plusieurs spéculations agricoles ou horticoles. »;

2° il est inséré un point *6bis* rédigé comme suit :

« *6bis*. Superficie fourragère : les prairies, les autres fourrages et toute superficie de culture arable qui ne fait pas l'objet d'une demande d'aide à la surface mais qui est utilisée pour justifier une demande d'aide au titre du règlement (CE) n° 1254/1999. Dans ce cadre, la superficie fourragère doit être disponible pour l'élevage des animaux durant une période minimale de sept mois commençant au 1^{er} janvier de l'année de déclaration. »;

3° sont insérés les points *7bis* et *7ter* rédigés comme suit :

« *7bis*. Demande d'aide à la surface : toute demande de paiement d'une aide au titre des régimes d'aides visés, pour le secteur de la production végétale, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, point *a*) du règlement (CEE) n° 3508/92 et, pour le secteur de la production animale, à l'article 1^{er}, § 1^{er}, point *b*) iii) du même règlement. Ces demandes portent sur des superficies de cultures arables et sur des superficies fourragères déclarées aux fins des demandes d'aide dans le secteur animal. »

« *7ter*. Utilisation : le type de culture ou de couverture végétale ou l'absence de culture. »;

4° il est inséré un point *8bis* rédigé comme suit :

« *8bis*. Superficie déterminée : la superficie pour laquelle l'ensemble des conditions applicables à l'octroi d'une aide à la surface sont remplies. »;

5° est ajouté un point 10 rédigé comme suit :

« 10. l'Administration : la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne. Cette Division dispose de services extérieurs, dits services de proximité.

Art. 2. A l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point *a*) est remplacé par la disposition suivante :

« *a*) d'une part en superficies de base délimitées comme suit :

- superficie de base I : en ce qui concerne le maïs, le territoire national à l'exception du territoire de la Région wallonne;

- superficie de base II : en ce qui concerne les cultures arables autres que le maïs, le territoire national à l'exception du territoire de la Région wallonne et, en ce qui concerne l'ensemble des cultures arables, le territoire de la Région wallonne; »;

2° le point *b*) est remplacé par la disposition suivante :

« *b*) d'autre part en 13 régions de production. Pour chacune de ces régions de production, un rendement moyen est fixé à l'annexe du présent arrêté. »

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, il est inséré un premier tiret rédigé comme suit :

« - avoir l'usage effectif et exclusif des moyens de production nécessaires à l'exploitation de son ou de ses unités de production, ceci notwithstanding toute stipulation contraire relative à l'introduction de la demande d'aide à la surface et à son paiement. »

Art. 4. L'article 5 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Pour être prise en considération, la demande doit porter sur des parcelles de cultures ou de jachère d'une superficie minimale de 0,30 ha d'un seul tenant et d'une largeur de 20 mètres au minimum.

Les superficies fourragères déclarées en vue d'obtenir des aides dans le secteur animal peuvent être situées dans un pays limitrophe, à condition qu'elles se trouvent éloignées de 30 km au maximum de l'unité de production et que 20 % au moins de la superficie relative aux aides pour bovins et ovins soient situés en Belgique.

Les superficies fourragères situées dans un pays limitrophe peuvent être déclarées par un producteur belge en vue d'obtenir dans ce pays limitrophe des aides dans le secteur animal. A cet effet, le producteur fournira à l'Administration, en annexe de sa demande d'aide à la surface, un tableau de correspondance disponible auprès du service de proximité de l'Administration. Ce tableau donnera, pour chaque parcelle située à l'étranger et reprise dans la demande qu'il introduit en Belgique, les données adéquates permettant de localiser et de délimiter ladite parcelle dans le système intégré de gestion et de contrôle en vigueur dans le pays limitrophe concerné. En outre, le producteur communiquera à l'Administration son identification dans ce pays limitrophe. »

Art. 5. A l'article 7 du même arrêté, sont ajoutés les points *c*) et *d*) rédigés comme suit :

« *c*) pour l'installation de couverts végétaux constituant un habitat privilégié pour la faune dans le cadre des dispositions particulières prises en matière de jachère faune;

d) pour le boisement et comptabilisées au titre de l'obligation de gel, pour autant qu'elles aient été déclarées après le 28 juin 1995 auprès de la Région wallonne ou auprès de la Région flamande dans le cadre du chapitre 8 du règlement (CE) n° 1257/1999 relatif au régime communautaire d'aides aux mesures forestières en agriculture. »

Art. 6. A l'article 8 du même arrêté, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les infractions au présent arrêté, à ses arrêtés d'exécution, au règlement (CEE) n° 3508/92, aux règlements (CE) n° 1251/1999, n° 1257/1999 et n° 1673/2000 du Conseil et aux règlements (CE) n° 2316/1999, n° 2461/1999 et n° 2419/2001 de la Commission sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime. »

Art. 7. L'annexe II du même arrêté est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un article *9bis* rédigé comme suit :

« L'inspecteur général de la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté. »

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets à partir de la campagne de commercialisation 2002/2003 (récolte 2002), à l'exception de l'article 1^{er}, 5°, qui produit ses effets au 16 octobre 2002 et de l'article 2, 1° qui entre en vigueur à partir de la campagne de commercialisation 2003/2004 (récolte 2003).

Art. 10. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Annexe

Rendements régionaux moyens

Régions de productions	Rendements en céréales Tonnes/Ha
Polders et dunes	6,73
Sablonneuse	5,41
Campine	4,73
Sablo-limoneuse	6,12
Limoneuse	6,64
Campine hennuyère	6,44
Condroz	6,22
Famenne	5,21
Fagnes	5,04
Herbagère	6,26
Haute Ardenne	3,77
Ardenne	3,64
Jurassique	4,02

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001, instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 908

[C — 2003/27125]

19. DEZEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über den ökologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2491/2001 der Kommission vom 19. Dezember 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 495/2001 vom 13. März 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1038/2001 des Rates vom 22. Mai 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2345/2001 vom 30. November 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1750/1999 der Kommission vom 23. Juli 1999 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL), zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2075/2000 der Kommission vom 29. September 2000;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2316/1999 der Kommission vom 22. Oktober 1999 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 327/2002 der Kommission vom 21. Februar 2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2461/1999 der Kommission vom 19. November 1999 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1251/1999 des Rates in Bezug auf die Nutzung stillgelegter Flächen für die Erzeugung von Ausgangserzeugnissen, die in der Gemeinschaft zur Herstellung von nicht unmittelbar zu Lebens- oder Futtermittelzwecken bestimmten Erzeugnissen dienen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 345/2002 der Kommission vom 25. Februar 2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1673/2000 des Rates vom 27. Juli 2000 über die gemeinsame Marktorganisation für Faserflachs- und Hanf;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen;

In Erwägung des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund des am 18. Dezember 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Dezember 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich Maßnahmen bezüglich der Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen zu ergreifen und so den Durchführungsbestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 und der Verordnungen (EG) Nr. 1254/1999, Nr. 2316/1999 und Nr. 2461/1999 sowie der neuen Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass den Regionen seit dem 1. Januar 2002 die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft übertragen worden sind;

In Erwägung des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt unterzeichneten Vereinbarungsprotokolls vom 13. März 2002 bezüglich der Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs für die Übergangsperiode vom 1. Januar 2002 bis zum 15. Oktober 2002;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Art. 1 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen wird wie folgt abgeändert:

1° Der Punkt 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2. Produktionseinheit: alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, deren Grundstücke dem Erzeuger und seinem ausschließlichen Gebrauch im Hinblick auf den Betrieb eines oder mehrerer landwirtschaftlicher oder Gartenbaubetriebe nötig sind.»

2° Ein wie folgt verfasster Punkt *6bis* wird eingefügt:

«*6bis* - Futteranbaufläche: die Wiesen, sonstigen Futterflächen und Ackerbauflächen, die nicht Gegenstand eines Antrags auf Flächenbeihilfe sind, aber zur Rechtfertigung eines Beihilfeantrags im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 dienen. In diesem Rahmen muss die Futteranbaufläche während einer Mindestdauer von sieben Monaten ab dem 1. Januar des Erklärungsjahres für die Tierzucht verfügbar sein.»

3° Es werden die Punkte *7bis* und *7ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«*7bis* - Antrag auf Flächenbeihilfe: jeder Antrag auf Zahlung einer Beihilfe im Sinne der Regelungen nach Art. 1, § 1, Punkt *a*) der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 für den Bereich der pflanzlichen Erzeugung und nach Art. 1, § 1, Punkt *b*) iii) derselben Verordnung für den Bereich der tierischen Erzeugung. Diese Anträge betreffen Flächen für Ackerbaukulturen und Futterbaukulturen, die im Hinblick auf die Beantragung von Beihilfen im Tiersektor angemeldet wurden.

«*7ter* - Verwendung: die Art der Kultur oder der Pflanzendeckung oder das Fehlen jeglicher Kultur.»;

4° Ein Punkt *8bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«*8bis*. Bestimmte Fläche: die Fläche, für welche die gesamten für die Gewährung einer Flächenbeihilfe anwendbaren Bedingungen erfüllt sind.»;

5° ein Punkt *10bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«10. Die Verwaltung: die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region. Diese Abteilung verfügt über Außendienststellen, die als "lokale Dienststellen" bezeichnet werden.

Art. 2 - In Art. 2, § 1, desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Der Punkt *a*) wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«*a*) einerseits in wie folgt abgegrenzten Grundflächen:

- Grundfläche I: was den Mais betrifft, das nationale Gebiet mit Ausnahme des Gebiets der Wallonischen Region;
- Grundfläche II: was die Ackerbaukulturen mit Ausnahme des Mais betrifft, das nationale Gebiet mit Ausnahme des Gebiets der Wallonischen Region, und was die gesamten Ackerbaukulturen betrifft, das Gebiet der Wallonischen Region;"

2° Der Punkt *b*) wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«*b*) andererseits in 13 Produktionsregionen. Für jede dieser Produktionsgegenden wird in der Anlage zum vorliegenden Erlass ein Durchschnittsertrag festgelegt.»

Art. 3 - In Art. 4 desselben Erlasses wird ein erster Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«- tatsächlich und ausschließlich über die Produktionsmittel verfügen, die für den Betrieb seiner Produktionseinheit(en) erforderlich sind, ungeachtet jeglicher gegensätzlichen Bestimmung bezüglich der Einreichung des Antrags auf Flächenbeihilfe oder ihrer Zahlung.»

Art. 4 - Art. 5 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - Der Antrag kann nur dann berücksichtigt werden, wenn er Parzellen mit Kulturen oder Brachland betrifft, die eine zusammenhängende Fläche von mindestens 0,30 ha und eine Breite von mindestens 20 Metern aufweisen.

Die Futteranbauflächen, die angegeben werden, um Beihilfen im Tiersektor zu erhalten, können in einem Nachbarland gelegen sein, unter der Voraussetzung, dass sie höchstens 30 km von der Produktionseinheit entfernt sind, und dass mindestens 20 % der Fläche, die für die Beihilfen für Rinder und Schafe berücksichtigt wird, in Belgien gelegen ist.

Die in einem Nachbarland befindlichen Futteranbauflächen können von einem belgischen Erzeuger angegeben werden, um in diesem Nachbarland Beihilfen für den Tiersektor zu erhalten. Zu diesem Zweck übermittelt der Erzeuger der Verwaltung als Beilage zu seinem Antrag auf Flächenbeihilfe eine bei der lokalen Dienststelle der Verwaltung verfügbare Korrespondenztabelle. Für jede im Ausland befindliche Parzelle, die im in Belgien eingereichten Antrag angeführt wird, führt diese Tabelle die geeigneten Daten an, anhand deren die besagte Parzelle im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem, das im betroffenen Nachbarland anwendbar ist, lokalisiert und abgegrenzt werden kann. Darüber hinaus teilt der Erzeuger der Verwaltung seine Identifizierung in diesem Nachbarland mit.»

Art. 5 - Dem Artikel 7 desselben Erlasses werden die Punkte *c*) und *d*) mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«*c*) für das Anbringen einer Pflanzendecke, die einen bevorzugten Lebensraum für die Fauna darstellt, im Rahmen der besonderen Maßnahmen, die im Bereich der Brache-Fauna getroffen werden;

d) für die Bewaldung, und die im Rahmen der verpflichteten Stilllegung gebucht werden, unter der Voraussetzung, dass sie nach dem 28. Juni 1995 bei der Wallonischen Region oder bei der Flämischen Region im Rahmen von Kapitel 8 der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 zur Einführung einer gemeinschaftlichen Beihilferegelung für Aufforstungsmaßnahmen in der Landwirtschaft angemeldet worden sind.»

Art. 6 - In Art. 8 desselben Erlasses wird der § 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1. Verstöße gegen den vorliegenden Erlass, gegen seine Ausführungserlasse, gegen die Verordnung (EWG) Nr. 3508/92, gegen die Verordnungen (EG) Nr. 1251/1999, Nr. 1257/1999 und Nr. 1673/2000 der Kommission werden gemäß dem Gesetz vom 28. März 1975 über den Handel mit den Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei ermittelt, festgestellt und geahndet.»

Art. 7 - Die Anlage II desselben Erlasses wird durch die Anlage zum vorliegenden Erlass ersetzt.

Art. 8 - In denselben Erlass wird ein Artikel *9bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder, bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist dazu bevollmächtigt, die Ausgaben in Zusammenhang mit den im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen einzugehen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen.»

Art. 9 - Der vorliegende Erlass wird ab der Vermarktungskampagne 2002/2003 (Ernte 2002) wirksam, mit Ausnahme von Artikel 1, 5°, der am 16. Oktober 2002 wirksam wird und von Art. 2, 1°, der ab der Vermarktungskampagne 2003/2004 (Ernte 2003) in Kraft tritt.

Art. 10 - Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Anlage

Durchschnittlicher Ertrag pro Gebiet

Erzeugungsgebiet	Ertrag für Getreide Tonnen/Ha
Polder und Dünen	6,73
Sandgegend	5,41
Kempen	4,73
Sand-Lehmgegend	6,12
Lehmgegend	6,64
Hennegau-Kempen	6,44
Kondroz	6,22
Famenne	5,21
Venn	5,04
Weidegegend	6,26
Hohe Ardennen	3,77
Ardennen	3,64
Juragegend	4,02

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 908

[C — 2003/27125]

19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, met name artikel 3, § 1, 1^o, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad van 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen, laatst gewijzigd door verordening (EG) nr. 2491/2001 van de Commissie van 19 december 2001;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 495/2001 van 13 maart 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad van 17 mei 1999 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd door verordening (EG) nr. 1038/2001 van de Raad van 22 mei 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 2345/2001 van 30 november 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor de plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en afschaffing van een aantal verordeningen;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1750/1999 van de Europese Commissie van 23 juli 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL), laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 2075/2000 van de Commissie van 29 september 2000;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2316/1999 van de Commissie van 22 oktober 1999 houdende uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 327/2002 van de Commissie van 21 februari 2002;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2461/1999 van de Commissie van 19 november 1999 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1251/1999 van de Raad wat het gebruik betreft van uit productie genomen grond voor de productie van grondstoffen voor de vervaardiging, in de Gemeenschap, van niet specifiek voor voeding of voor vervoeding bestemde producten, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 345/2002 van de Commissie van 25 februari 2002;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1673/2000 van de Raad van 27 juli 2000 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector vezelvlas en -hennep voor de vezelproductie;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden inzake landbouwbeleid naar de Gewesten en, in het bijzonder, wat betreft de toepassingswijze voor de slachtpremie in de rundvleessector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 november 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 november 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld maatregelen getroffen dienen te worden voor een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen om de toepassingswijze te volgen van de verordening (EEG) nr. 3508/92 en de verordeningen (EG) nr. 1254/1999, nr. 2316/1999 en nr. 2461/1999 en van de nieuwe verordening (EG) nr. 2419/2001;

Overwegende dat de bevoegdheden op landbouwvlak vanaf 1 januari 2002 aan de Gewesten toegewezen zijn;

Gelet op het protocol-akkoord van 13 maart 2002 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Hoofdstedelijk Gewest Brussel betreffende de uitoefening van de bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld op het vlak van landbouw en visvangst voor de overgangperiode die op 1 januari 2002 ingaat en op 15 oktober 2002 beëindigd wordt;

Overwegende dat er maatregelen getroffen dienen te worden om de beslissingen betreffende de bevoegdheids-overheveling toe te passen;

Overwegende dat de continuïteit van de openbare dienstverlening gewaarborgd moet worden, met naleving van de verplichten opgelegd door de Europese regelgeving op het vlak van landbouw;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of in geval van vertraging in het toepasselijk maken van de betrokken regelgevingen of indien zij slecht worden toegepast;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 2 wordt vervangen door volgende bepaling :

« 2. Productie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende middelen, waaronder de gronden, die noodzakelijk zijn voor de producent en voor zijn exclusieve gebruik met het oog op de exploitatie van één of meerdere land- of tuinbouwspeculaties. »;

2° er wordt een punt *6bis* ingevoegd luidend als volgt :

« *6bis*. Voederoppervlakte : weiland, de andere voedergewassen en elke oppervlakte voor akkerbouw waarvoor geen aanvraag voor areaalbetalingen ingediend wordt maar die gebruikt wordt voor het staven van een steunaanvraag op grond van verordening (EG) nr. 1254/1999. In dat kader moet de voederoppervlakte beschikbaar zijn voor de veeteelt tijdens een minimumperiode van zeven maanden die ingaat op 1 januari van het aangiftejaar. »;

3° de punten *7bis* en *7ter*, luidend als volgt, worden ingevoegd :

« *7bis*. Aanvraag voor areaalbetalingen : elke aanvraag voor de betaling van een tegemoetkoming op grond van de steunregelingen zoals bedoeld, voor de sector plantaardige productie, in artikel 1, § 1, punt *a*), van de verordening (EEG) nr. 3508/92 en, voor de sector dierlijke productie, in artikel 1, § 1, punt *b*), iii) van dezelfde verordening. Die aanvragen hebben betrekking op de oppervlakten voor akkerbouwgewassen en voederoppervlakten waarvan aangifte is gedaan met het oog op de steunaanvragen in de dierlijke sector. »

« *7ter*. Gebruik : het type gewassen of de bodembedekker of de afwezigheid ervan. »;

4° er wordt een punt *8bis* luidend als volgt ingevoegd :

« *8bis*. Bepaalde oppervlakte : de oppervlakte waarvoor alle voorwaarden die samen van toepassing zijn op het toekennen van tegemoetkoming, vervuld zijn. »;

5° er wordt een punt 10 luidend als volgt toegevoegd :

« 10. Het Bestuur : de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest. Die afdeling beschikt over buitendiensten, buurtdiensten genoemd. »

Art. 2. In artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt *a*) wordt vervangen door volgende bepaling :

« *a*) enerzijds, in basisoppervlakten die als volgt zijn afgebakend :

- basisareaal I : wat maïs betreft, het nationale grondgebied met uitzondering van het Waalse Gewest;

- basisareaal II : wat betreft de andere akkerbouwgewassen dan maïs, het nationale grondgebied met uitzondering van het grondgebied van het Waalse Gewest en, wat betreft alle akkerbouwgewassen samen, het grondgebied van het Waalse Gewest; »;

2° punt *b*) wordt vervangen door volgende bepaling :

« *b*) anderzijds, in dertien productieregio's. Voor elke productieregio wordt de gemiddelde opbrengst in de bijlage bij dit besluit vastgelegd. »

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt een eerste streepje ingevoegd, luidend als volgt :

« - het daadwerkelijk en exclusief gebruik hebben van de productiemiddelen die noodzakelijk zijn voor de exploitatie van zijn productie-eenheid of -eenheden, niettegenstaande elke andersluidende bepaling met betrekking tot de indiening van de steunaanvraag en de areaalbetalingen. »

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 5. Om in aanmerking genomen te worden, moet de aanvraag betrekking hebben op percelen bouw- of braakland met minstens een aaneengesloten oppervlakte van 0,30 ha en een minimumbreedte van 20 meter.

De voederoppervlakten waarvan aangifte is gedaan met het oog op het verkrijgen van steun in de dierlijke sector mogen in een buurland liggen op voorwaarde dat ze zich op maximum 30 km van de productie-eenheid bevinden en dat minstens 20 % van de oppervlakte die betrekking heeft op steun voor rund- en schaapectigen in België ligt.

De voederoppervlakten die in een buurland liggen, mogen aangegeven worden door een Belgische producent met het oog op het verkrijgen, in dat buurland, van de steun in de dierlijke sector. Daartoe dient de producent als bijlage bij zijn aanvraag voor areaalbetalingen een bij de buurtdienst van het Bestuur verkrijgbare correspondentietabel indienen. In die tabel worden voor elk perceel dat in het buitenland ligt en in de in België ingediende aanvraag opgenomen is, de gegevens opgenomen die dienen voor de situering en de afbakening van dat perceel in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem dat in dat buurland van kracht is. Bovendien deelt de producent zijn identificering in dat buurland aan het Bestuur mee. »

Art. 5. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de punten *c*) en *d*) luidend als volgt toegevoegd :

« *c*) voor het aanplanten/inzaaien van een bodembedekker die bij voorkeur door de fauna als habitat wordt gebruikt in het kader van de bijzondere bepalingen die getroffen zijn met betrekking tot de met braakland samenhangende fauna;

d) voor de ontbossing en verrekend als verplichting tot bevrozing, voorzover zij aangegeven zijn na 28 juni 1995 bij het Waalse of het Vlaamse Gewest in het kader van hoofdstuk 8 van de verordening (EG) nr. 1257/1999 inzake de communautaire steunregeling voor de bosmaatregelen in de landbouw. »

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt § 1 vervangen door volgende bepaling :

« § 1. De inbreuken op dit besluit, op diens uitvoeringsbesluiten, op de verordening (EEG) nr. 3508/92, op de verordeningen (EG) nrs. 1251/1999, 1257/1999 en 1673/1999 van de Raad en op de verordeningen (EG) nrs. 2316/1999, 2461/1999 en 2419/1999 van de Commissie worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten. »

Art. 7. Bijlage II bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel *9bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« De inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest en, wanneer deze afwezig of verhinderd is, de ambtenaar die hem vervangt, is gedelegeerd om de uitgaven met betrekking tot de steun bepaald bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren. »

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking vanaf het verkoopseizoen 2002/2003 (oogst 2002), met uitzondering van artikel 1, 5°, dat uitwerking heeft vanaf 16 oktober 2002 en artikel 2, 1°, dat in werking treedt vanaf het verkoopseizoen 2003/2004 (oogst 2003).

Art. 10. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

Bijlage

Gemiddelde regionale opbrengsten

Productieregio's	Opbrengsten granen ton/ha
Polders en Duinen	6,73
Zandstreek	5,41
Kempen	4,73
Zandleemstreek	6,12
Leemstreek	6,64
Henegouwse Kempen	6,44
Condroz	6,22
Famenne	5,21
Fagne	5,04
Weidestreek	6,26
Hoge Ardennen	3,77
Ardennen	3,64
Jurastreek	4,02

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART